

DÉBATS

Le revenu universel sans condition ou la fracture des libéraux

Il existait quelques raisons de croire en un nouvel élan national avec 525 000 créations d'entreprise en un an - sans équivalent en Europe - comme si lassés d'avoir été abusés depuis des années par des recettes étatiques prétendument miraculeuses, et en réalité juste ruineuses, les Français avaient décidé de prendre leur propre destin en main.

Alors que même le gouvernement actuel, au risque de l'impopularité, a mis l'entreprise au centre du redressement national, voici l'espace public et médiatique à nouveau envahi par une nouvelle lubie remplaçant l'État au cœur d'une mission salvatrice réputée résoudre tous nos problèmes, de la pauvreté aux mutations du marché du travail : celle d'un revenu universel sans condition, nouvel avatar après les 35 heures, la dépense publique et tout l'éventail des emplois aidés, du Père Noël étatique, miroir aux alouettes qui dispenserait chacun de se sentir responsable de notre destin national.

Et ce coup-là est venu de là où l'on ne l'attendait pas, de « libéraux » ne craignant pas le paradoxe, revendiquant que l'État garantisse à chacun, de sa naissance à sa mort, un revenu minimum sans condition, permettant aux individus de s'émanciper de... l'État !

Motivés par l'ambition de réhabiliter le « libéralisme » en plaçant à l'avant-garde de leurs revendications la plus démagogique des propositions formulées par cette école de pensée prolifique et protéiforme, ils sont parvenus à propulser la proposition d'une allocation nommée « Liber »

au centre de débats politiques au-delà de nos frontières.

S'appuyant sur des constats légitimes, cette proposition apporte une dévastatrice réponse à de vrais

problèmes. Ainsi en est-il du maquis des aides sociales devenues illisibles et inefficaces, comme de la persistance de la grande pauvreté, qui exigent à l'évidence une refonte des aides sur la base d'une allocation sociale unique, ce qui n'implique nullement un revenu de plein droit ad vitam aeternam.

Mais les justifications puisées dans la science économique ne sont finalement que secondaires dans l'architecture de cette proposition. Elle est surtout idéologique et fondée sur la volonté de libérer l'individu de la main mise de l'État qui, par les réglementations encadrant les allocations, dénoncées comme étant à la fois « intrusives », « inquisitoriales » et « paternalistes », soumettrait les individus au joug d'un modèle social imposé, dont ces libéraux libertaires voudraient affranchir la société grâce à un revenu accordé « sans condition ».

Il s'agirait ainsi d'« émanciper » les individus d'une pression sociale insupportable consistant à les soumettre à des conditions d'octroi aux effets normatifs. Cette baguette magique, instaurant l'émancipation

C'est l'autisme généralisé érigé en modèle social, au nom d'une libération de toute contrainte, qui n'est qu'un vaste néant déstructuré, ouvert à tous les périls des idéologies les plus militantes et les plus pernicieuses

individuelle par décret et financée par tout le corps social, permettrait à chaque citoyen de vivre comme il l'entend, libéré du devoir de devenir autonome par ses propres efforts et son travail, puisque Michel Foucault - appelé en renfort intellectuel d'un libéralisme en quête de réhabilitation - est cité allègrement pour souligner que les bénéficiaires « travailleront

s'ils le veulent, et ne travailleront pas, s'ils ne le veulent pas ».

Le cœur du problème est là : la fin de la conditionnalité des aides, c'est juste la fin du contrat social, celui par lequel - trop indistinctement peut-être - chaque aide publique introduit

Ne voit-on pas que par cette allocation sans condition, on s'apprête à livrer des cohortes de citoyens désœuvrés gratifiés d'un argent de poche public à tous les précheurs, à tous les fondamentalismes, à toutes les évasions, narcotiques ou sectaires ?

en contrepartie une exigence sociale auprès de chaque bénéficiaire, afin que cette aide soit utilisée pour préparer le retour à un ordre social normal, par lequel chacun doit retrouver son autonomie et sa fierté sur le fondement de son travail et de son utilité sociale. Prétendre que l'on va « instituer l'autonomie universelle » grâce à une allocation universelle, c'est militer pour la dislocation du corps social,

parce que l'autonomie se conquiert et se construit, elle ne s'alloue pas par une pension versée aux individus pour solde de tout compte.

Cette exigence sociale fondatrice, ces « libéraux » veulent la dissoudre, répétant à l'envi que dans le pire des cas, certains bénéficiaires consacreront leurs journées à devenir des « surfeurs à Malibu »... Ne voit-on pas que nous sommes guettés par des modèles sociaux concurrents du nôtre ? Que par cette allocation sans condition, on s'apprête à livrer des cohortes de citoyens désœuvrés gratifiés

d'un argent de poche public à tous les précheurs, à tous les fondamentalismes, à toutes les évasions, narcotiques ou sectaires ?

Le « sans condition », pierre angulaire de la proposition de ces nouveaux libéraux, c'est juste

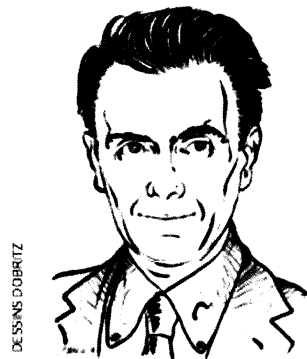
l'émancipation de la réalité, l'affranchissement de la responsabilité. C'est l'autisme généralisé érigé en modèle social, au nom d'une libération de toute contrainte, qui n'est qu'un vaste

néant déstructuré, ouvert à tous les périls des idéologies les plus militantes et les plus pernicieuses. Et motivés par la détestation adolescente de tout ordre social structurant, ces « libéraux » sont rejoints par d'autres prometteurs du biberonnage étatique, qui proposent un revenu minimal à 2 300 euros par mois sans condition, de telle sorte que la seule chose qui distinguerait désormais les néolibéraux des néocommunistes serait le montant de l'allocation...

En s'égarant ainsi, ils auront eu le mérite de rendre indispensable une clarification qui n'a que trop tardé, révélant combien le terme

« libéralisme » est devenu un fourre-tout idéologique prétendant rassembler trop de convictions contradictoires pour continuer à être utilisé sans discernement. Il est temps que tous ceux qui placent l'esprit d'entreprise au centre d'une structuration individuelle et collective, sans dénier à l'État son utilité pour contribuer à sa promotion, se dotent d'un corpus idéologique permettant de se distinguer d'un libéralisme éthéré qui ne conduit qu'à l'égarement de la pensée et de la société.

* Également vice-président du mouvement Ethic et chargé par le Medef d'une mission sur l'entrepreneuriat et le renouveau républicain.



DESSINS D'OBRIEZ

LÉONIDAS KALOGEROPOULOS*

Le président de Médiation & Arguments juge paradoxal que les défenseurs de la libre entreprise et de la liberté soutiennent le versement par l'État d'un revenu minimum à tout un chacun.